Octobre 2012

n°9

Val d' Oise

La lettre de la Fédé

Conflit chez Presstalis : un combat pour la liberté de la presse

J'aurais pu vous parler du congrès du PCF, de l'actualité nationale voire internationale, mais je pense que le conflit dans lequel se sont lancés les salariés de Presstalis est exemplaire et nous concerne à plusieurs niveaux.

En effet, Presstalis (ex-NMPP) permet la diffusion nationale de tous les journaux quel que soit leur rythme de parution, leur tirage et les capacités financières de diffusion de leur éditeur. En effet, un regroupement de coopératives met en œuvre une péréquation afin que toutes les parutions bénéficient de la possibilité de distribution sur tout le territoire. C'est bien grâce à cela que des journaux tels que l'Humanité sont distribués nationalement. La fin de cette péréquation entrainerait rapidement la disparition de notre journal.

Un plan de restructuration est mis en route chez Presstalis, plan qui entrainerait la suppression de 1200 emplois, dont plusieurs dans l'entreprise de Gonesse. Je suis allé apporter, avec Marie-George Buffet, députée PCF/Front de gauche, et Michel Van Rensbergen, élu PG de Méry sur Oise et responsable syndical dans l'entreprise, le soutien du Front de gauche aux salariés de Presstalis lors du rassemblement du 24 octobre à Paris. Nous demandons, bien évidement le retrait immédiat de ce plan !

Nous avons aussi demandé qu'une table ronde regroupant la direction, les syndicats et les pouvoirs publics (l'Etat dont c'est la responsabilité) soit organisée afin de bâtir un projet porteur d'avenir pour la presse et sa diffusion. Pour nous, la presse écrite n'est pas une marchandise mais un bien culturel et social qui participe à la démocratie.

Contrairement à ce que certains média annoncent, cette lutte ne « met pas à mort la presse écrite » mais est au contraire c'est un bel exemple de lutte pour la liberté de la presse et pour son avenir.

Jean-Michel Ruiz

Vente militante de l'Humanité Dimanche : zoom sur Cormeilles en Parisis

Dimanche 21 octobre, la vente de masse de l'Humanité Dimanche à l'initiative des camarades du PCF de Cormeilles en Parisis a regroupé une dizaine de militant. Onze exemplaires de l'HD ont été vendus aux clients du magasin "Casino" de la ville. Ce type d'action permet de diffuser largement notre point de vue sur divers sujets grâce à un support de qualité. Il semble important de les multiplier.

Mensuel édité par la Fédération PCF du Val d'Oise

17 avenue du Maréchal Joffre 95100 ARGENTEUIL

Tél : 01 34 34 61 00 - Fax : 01 34 34 61 05 - Email : fede@valdoise.pcf.fr

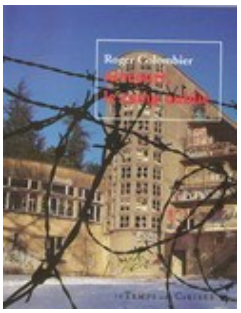
Site internet : 95.pcf.fr

Manifestation du 30 septembre contre le TSCG

La manifestation nationale du 30 septembre organisée par 65 organisations (associations, syndicats, forces politiques) pour une Europe Solidaire et contre le Traité d'austérité a été une grande réussite. Sa diversité syndicale, associative et politique a payé et entraîné une importante dynamique citoyenne. Cette manifestation de plus de 80 000 personnes marque une étape importante dans la mobilisation contre le traité et plus largement les politiques d'austérité qui sévissent en Europe comme en France. Tous ensemble, nous avons largement participé à ce que le débat public s'ouvre sur les enjeux de ce traité.

Commémoration du camp d'Aincourt

Samedi 6 octobre, nous rendions hommage aux centaines d'internés du camp de concentration d'Aincourt (95). Beaucoup de communistes et de syndicalistes y sont passés dont le député Fernand Grenier puis de très nombreuses femmes dont Odette Nilès. Suite à l'émouvante prise de parole de Nicole Primard, secrétaire de l'association "Mémoire d'Aincourt", de très nombreuses gerbes ont été déposées dont celle de Pierre Laurent, et celle du PCF 95 par Jean-Michel Ruiz.



Disponible à la Fédération : « *Aincourt, le camp oublié* », de Roger Colombier, 20€

Premier camp d'internement où furent enfermés des militants syndicalistes et des communistes, au début de l'occupation, Aincourt est un camp oublié. Sa courte existence d'octobre 1940 à septembre 1942, son isolement dans un bois du Vexin français, en limite du Val-d'Oise, quand Aincourt appartenaient à l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, (désormais dans les Yvelines), le fait qu'une stèle commémorative ne fut édifiée qu'en 1994, peuvent sans doute induire cette méconnaissance. Pourtant, Aincourt fut le seul camp des internés politiques en région parisienne et le premier qui s'ouvre en zone occupée, le 5 octobre 1940. Les Allemands n'en ont pas fait la demande, même s'ils cautionnent. Ce centre de détention entre dans la politique répressive du Maréchal Pétain à l'égard du PCF interdit. Et son ouverture devançant les souhaits de l'Allemagne nazie, il s'avère être le prélude à cette collaboration sans équivoque, dans laquelle Vichy s'engage aux côtés d'Hitler.

Aincourt, comme tous ces camps tenus par l'administration française, sera l'antichambre de la déportation et de la mort. A peine est-il fermé aux hommes en février 1942, que des femmes y sont internées. Le 12 mai 1942, 60 résistantes proviennent de Châteaubriant. Le 29 mai, les rejoint un convoi de 150 résistantes de la prison des Tourelles à Paris, ainsi que des juives accompagnées de leurs enfants. Le 7 septembre, celles-ci en sont séparées et transférées à Drancy pour la déportation. Le camp ferme le 15 septembre 1942. Il devient alors un centre de formation pour les GMR, les Groupes mobiles de réserve, aux ordres de la collaboration française et contre la Résistance.

Procès BDS

Au tribunal de Pontoise comparaissaient vendredi 12 octobre les 7 inculpés de la campagne BDS dont deux camarades du FDG : Laurent Alcini, membre de l'exécutif départemental du PCF (à droite sur la photo avec Jean-Pierre Grangié et Jean-Michel Ruiz) et Omar Slaouti de GA.

Bonne nouvelle : les avocats ayant posé la question de la constitutionnalité de l'acte d'accusation ont été suivis par le procureur.

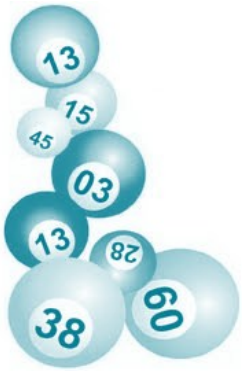
Suite à la décision du procureur, la cours s'est retirée pour délibérer durant une heure. Elle a prononcé la recevabilité de la question préalable de constitutionnalité ce qui implique que les poursuites sont suspendues jusqu'à ce que la cours de cassation se prononce sur cette question. C'est une première dans ce type de procès !

Nous nous réjouissons de cette issue et nous restons vigilants pour la suite qui sera donnée à cette affaire.

Soirée-débat du 2 octobre sur le TSCG à Argenteuil

Cette soirée débat a eu lieu en présence d'un public attentif et actif dans la discussion. Après la projection d'une vidéo illustrant en quelques minutes l'essentiel des mécanismes qui entrainent l'Europe dans la récession, Jacky Hénin, député communiste au Parlement européen, est intervenu à plusieurs reprises sur le sujet. Parmi les autres interventions notons une démonstration, à partir des textes en débat, du caractère anti-démocratique du traité et des graves conséquences pour la souveraineté des Etats.

Loto de Bezons : le 9 novembre 2012



Rendez-vous le vendredi 9 novembre à partir de 19h00 à l'espace Aragon, rue Francis de Pressensé à Bezons, pour le loto de la section.

Restauration sur place (vente de sandwichs, gâteaux, boissons...). La participation : 10€ pour la soirée ou 2€ le carton pour chaque partie exceptées les deux dernières parties qui mettent en jeu les voyages. Pour ces deux parties le carton supplémentaire sera à 10 €.

Parmi les gros lots : un téléviseur, un micro-onde, des filets garnis.... Mais aussi, un voyage pour 2 personnes en Grèce sur l'ile d'Eubée dans un hôtel 3 étoiles et un voyage pour 2 personnes au Portugal en Algarve dans un hôtel 4 étoiles !

Réservation conseillée par mail à : pcfbezons@hotmail.fr ou par téléphone au 01 39 47 72 66.

Toutes les informations sur les comités locaux du Front de Gauche et leurs initiatives sur :

http://frontdegauche-95.blogspot.com/

FRONT DE GAUCHE 95

Soirée Front de Gauche au cinéma Utopia : Roms : le changement c'est pour quand ?

Le lundi 3 décembre à 20h30 à Saint Ouen l'Aumône
Avec le film "Moulin Galant, la question Rom"

Avec Serge Guichard, Président de l'Association de Solidarité en Essonne aux familles Roms, PCF.
Bruno Brisebarre, président de la FCPE 95
Elie Seonnet, producteur et **Mathieu Pheng**, réalisateur

Synopsis : Ce documentaire raconte sur une année la vie du plus grand bidonville de l'Essonne. Environ 900 personnes y vivent, en marge de la société. C'est la question Rom dans ce qu'elle a de plus concret : des hommes, des femmes et des enfants, désireux de s'insérer, une association défendant le droit des familles, et des politiques chargés de gérer un dossier qui semble parfois totalement insoluble.

Non à la chasse aux Roms ! Les conditions de vie inacceptables dans les camps ne peuvent conduire à jeter à la rue des enfants, des femmes et des personnes âgées. De plus, les expulsions menées par l'actuel gouvernement depuis le mois de juillet et la stigmatisation des populations Roms, banalisent des années de pratiques et de discours haineux du gouvernement Sarkozy. Il faut pour aller de l'avant, s'appuyer sur les expériences menées dans des villes et des départements. Ce n'est pas d'effet d'annonce dont les Roms ont besoin, mais d'annonces ayant des effets. Le droit au travail, le droit au logement, le droit à l'école et à la santé sont les conditions d'une vie digne du pays des droits de l'Homme.

La Librairie de la Fédération

Il y a une quinzaine d'années, Francis Arzalier avait publié aux éditions « Le temps des cerises » un ouvrage intitulé « Brève histoire des communistes du Val d'Oise ». Francis a été conseiller général du canton de Taverny et a quitté le PCF il y a quelques années.
Ce livre laisse apparaitre le « parti pris » de l'auteur mais les faits évoqués sont particulièrement argumentés. La direction départementale du PCF a pensé qu'il était bon, afin que les militants de notre département connaissent cette histoire, que cet ouvrage soit à nouveau publié.

Voyageurs sans tickets : LIBERTE, EGALITE, GRATUITE
L'élue, Magali Giovanangelli, et le philosophe, Jean-Louis Sagot-Duvauroux racontent la gratuité des transports publics instituée depuis 2009 dans l'agglomération d'Aubagne. Expérience qui a transformé le rapport des citoyens à l'espace public, raboté les distinctions sociales et fait exploser la fréquentation des bus.Le régime républicain se stabilise définitivement autour de l'institution de l'école gratuite, une innovation qui place la liberté politique du peuple au-dessus de la mécanique marchande. Cet optimisme démocratique est-il aujourd'hui perdu ? Avec la gratuité des transports publics, il s'agissait de proposer aux habitants du Pays d'Aubagne et de l'Étoile une mesure qui mettrait tout le monde sur un pied d'égalité, pas une mesure réservée aux plus pauvres, pas une mesure où les familles aisées ne trouveraient pas leur compte, créer une situation où les différences de revenus n'auraient plus d'importance.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Je commande le livre de Francis Arzalier à 10 € ☐

Je commande le livre de Roger Colombier à 20 € ☐

Je commande le livre de Magali Giovannangeli et J.L Sagot Duvauroux à 15€ ☐

Les chèques sont à libeller à PCF 95 - Les livres seront livrés par la poste

A renvoyer à PCF 95, 17 avenue du maréchal Joffre 95100 Argenteuil

L'HUMAIN D'ABORD